

# Informations parlementaires

## ASSEMBLÉE NATIONALE Session ordinaire de 2013-2014

### DOCUMENTS ET PUBLICATIONS

NOR : INPX1302975X

#### 1. Documents parlementaires

*Dépôts du mercredi 6 novembre 2013*

Retrait d'une proposition de loi

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu une lettre par laquelle M. Damien Meslot déclare retirer sa proposition de loi visant à abolir la corrida (n° 1480), déposée le 23 octobre 2013.

Acte est donné de ce retrait.

Dépôt d'un projet de loi autorisant la ratification d'une convention

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 6 novembre 2013, de M. le Premier ministre un projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Pérou.

Ce projet de loi, n° 1533, est renvoyé à la commission des affaires étrangères, en application de l'article 83 du règlement.

Dépôt d'un projet de loi

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 6 novembre 2013, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, garantissant l'avenir et la justice du système de retraites.

Ce projet de loi, n° 1532, est renvoyé à la commission des affaires sociales, en application de l'article 83 du règlement.

Dépôt de propositions de loi

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 6 novembre 2013, de M. Jean-Pierre Gorges et plusieurs de ses collègues une proposition de loi visant à donner aux artisans les mêmes avantages que ceux accordés aux auto-entrepreneurs.

Cette proposition de loi, n° 1511, est renvoyée à la commission des affaires économiques, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 6 novembre 2013, de M. Frédéric Reiss et plusieurs de ses collègues une proposition de loi tendant à rétablir les sectionnements électoraux lorsqu'ils correspondent à des communes associées.

Cette proposition de loi, n° 1512, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 6 novembre 2013, de M. Philippe Armand Martin (Marne) et plusieurs de ses collègues une proposition de loi visant à permettre le bénéfice du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée à la location de longue durée de véhicules industriels.

Cette proposition de loi, n° 1513, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 6 novembre 2013, de M. Yves Foulon et plusieurs de ses collègues une proposition de loi tendant à favoriser la création d'emplois dans les très petites entreprises.

Cette proposition de loi, n° 1514, est renvoyée à la commission des affaires sociales, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 6 novembre 2013, de M. Sauveur Gandolfi-Scheit et plusieurs de ses collègues une proposition de loi tendant à honorer les anciens combattants de la guerre 1939-1945 de la croix de chevalier de la Légion d'honneur.

Cette proposition de loi, n° 1515, est renvoyée à la commission de la défense nationale et des forces armées, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 6 novembre 2013, de M. Julien Aubert une proposition de loi tendant à limiter les cas de donations de terrains agricoles.

Cette proposition de loi, n° 1516, est renvoyée à la commission des affaires économiques, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 6 novembre 2013, de M. Jacques Bompard une proposition de loi pour le remplacement des peines d'emprisonnement de moins d'un an par des travaux d'intérêt général.

Cette proposition de loi, n° 1517, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 6 novembre 2013, de M. Guillaume Larrivé une proposition de loi relative à la nationalité française.

Cette proposition de loi, n° 1518, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 6 novembre 2013, de Mmes Danielle Auroi, Barbara Pompili, M. François de Rugy et plusieurs de leurs collègues une proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre.

Cette proposition de loi, n° 1519, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 6 novembre 2013, de M. Jacques Lamblin et plusieurs de ses collègues une proposition de loi visant à créer un certificat de capacité obligatoire pour les chauffeurs de taxi assurant le transport d'enfants handicapés.

Cette proposition de loi, n° 1520, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 6 novembre 2013, de M. Erwann Binet et plusieurs de ses collègues une proposition de loi tendant à la création de sociétés d'économie mixte dites SEM contrat.

Cette proposition de loi, n° 1521, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 6 novembre 2013, de M. Jacques Lamblin et plusieurs de ses collègues une proposition de loi visant à instituer un crédit d'impôt en faveur de tout contribuable équipant sa résidence principale d'un dispositif d'alarme et/ou de télésurveillance.

Cette proposition de loi, n° 1522, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 6 novembre 2013, de M. Jacques Lamblin et plusieurs de ses collègues une proposition de loi visant à exonérer de l'imposition des plus-values la réalisation de l'actif professionnel d'un travailleur indépendant ou d'un professionnel libéral en cas de décès brutal.

Cette proposition de loi, n° 1523, est renvoyée à la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 6 novembre 2013, de M. Bruno Le Roux et plusieurs de ses collègues une proposition de loi relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre.

Cette proposition de loi, n° 1524, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 6 novembre 2013, de M. Damien Meslot une proposition de loi visant à abolir la corrida.

Cette proposition de loi, n° 1525, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 6 novembre 2013, de M. Jacques Lamblin et plusieurs de ses collègues une proposition de loi visant à réaffirmer le principe de libre accès aux lieux ouverts au public et aux transports des chiens guides accompagnant les personnes handicapées.

Cette proposition de loi, n° 1526, est renvoyée à la commission des affaires sociales, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 6 novembre 2013, de M. Jean-Christophe Lagarde une proposition de loi relative aux contrôles d'identité.

Cette proposition de loi, n° 1527, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 6 novembre 2013, de M. Yves Jégo et plusieurs de ses collègues une proposition de loi visant à lutter contre le dumping social et la concurrence déloyale dans le secteur du bâtiment.

Cette proposition de loi, n° 1528, est renvoyée à la commission des affaires sociales, en application de l'article 83 du règlement.

#### Dépôt de rapports

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 6 novembre 2013, de M. Christophe Borgel un rapport, n° 1529, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en nouvelle lecture, sur le projet de loi organique, modifié par le Sénat, interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de député et limitant à une seule fonction exécutive locale le cumul avec le mandat de sénateur (n° 1391).

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 6 novembre 2013, de M. Christophe Borgel un rapport, n° 1530, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en nouvelle lecture, sur le projet de loi, modifié par le Sénat, interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen (n° 1392).

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 6 novembre 2013, de M. Michel Issindou un rapport, n° 1534, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi garantissant l'avenir et la justice du système des retraites.

#### Dépôt d'un rapport d'information

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 6 novembre 2013, de Mme Chantal Berthelot et M. Hervé Gaymard un rapport d'information, n° 1510, sur les agricultures des outre-mer.

#### Dépôt d'un avis

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 6 novembre 2013, de M. Patrice Verchère un avis, n° 1531, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale (n° 1473).

#### Distribution de documents

##### Projets de loi

N° 1503. – Projet de loi présenté par M. le ministre des affaires étrangères autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République fédérative du Brésil en matière de sécurité sociale (renvoyé à la commission des affaires étrangères). – *Document mis en distribution le 7 novembre 2013.*

N° 1504. – Projet de loi présenté par M. le ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie ratifiant l'ordonnance n° 2013-714 du 5 août 2013 relative à la mise en œuvre du principe de participation du public défini à l'article 7 de la Charte de l'environnement (renvoyé à la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire). – *Document mis en distribution le 7 novembre 2013.*

##### Rapports spéciaux budgétaires

N° 1428 (annexe 2). – Rapport de Mme Hélène Vainqueur-Christophe, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire, sur le projet de loi de finances pour 2014 (n° 1395). – Administration générale et territoriale de l'Etat. – *Document mis en distribution le 7 novembre 2013.*

N° 1428 (annexe 23). – Rapport de M. Christophe Caresche, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire, sur le projet de loi de finances pour 2014 (n° 1395). – Egalité des territoires, logement et ville : logement. – *Document mis en distribution le 7 novembre 2013.*

N° 1428 (annexe 24). – Rapport de M. Dominique Baert, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire, sur le projet de loi de finances pour 2014 (n° 1395). – Egalité des territoires, logement et ville : ville. – *Document mis en distribution le 7 novembre 2013.*

N° 1428 (annexe 31). – Rapport de M. Laurent Grandguillaume, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire, sur le projet de loi de finances pour 2014 (n° 1395). – Immigration, asile et intégration. – *Document mis en distribution le 7 novembre 2013.*

N° 1428 (annexe 35). – Rapport de M. Michel Vergnier, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire, sur le projet de loi de finances pour 2014 (n° 1395). – Politique des territoires. – *Document mis en distribution le 7 novembre 2013.*

N° 1428 (annexe 43). – Rapport de Mme Sandrine Mazetier, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire, sur le projet de loi de finances pour 2014 (n° 1395). – Sécurités : police, gendarmerie, sécurité routière ; contrôle de la circulation et du stationnement routiers. – *Document mis en distribution le 7 novembre 2013.*

- N° 1428 (annexe 44). – Rapport de M. Patrick Lebreton, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire, sur le projet de loi de finances pour 2014 (n° 1395). – Sécurités : sécurité civile. – *Document mis en distribution le 7 novembre 2013.*
- N° 1428 (annexe 47). – Rapport de M. Christophe Castaner, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire, sur le projet de loi de finances pour 2014 (n° 1395). – Travail et emploi : financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage. – *Document mis en distribution le 7 novembre 2013.*

#### Avis budgétaires

- N° 1430 (tome 12). – De M. François Pupponi, au nom de la commission des affaires économiques sur le projet de loi de finances pour 2014 (n° 1395). – Egalité des territoires, logement et ville : ville. – *Document mis en distribution le 7 novembre 2013.*
- N° 1430 (tome 13). – De M. Daniel Goldberg, au nom de la commission des affaires économiques sur le projet de loi de finances pour 2014 (n° 1395). – Egalité des territoires, logement et ville : logement. – *Document mis en distribution le 7 novembre 2013.*
- N° 1432 (tome 1). – De Mme Dominique Orliac, au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi de finances pour 2014 (n° 1395). – Egalité des territoires, logement et ville : prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables. – *Document mis en distribution le 7 novembre 2013.*
- N° 1435 (tome 3). – De M. Alain Turret, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2014 (n° 1395). – Gestion des finances publiques et des ressources humaines : fonction publique. – *Document mis en distribution le 7 novembre 2013.*
- N° 1435 (tome 14). – De M. Pierre Morel-A-L'Huissier, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2014 (n° 1395). – Sécurités : sécurité civile. – *Document mis en distribution le 6 novembre 2013.*

## 2. Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution

#### Transmissions

Par lettres du mercredi 5 novembre 2013, M. le Premier ministre a transmis, en application de l'article 88-4 de la Constitution, à M. le président de l'Assemblée nationale les textes suivants :

- 14806/13. – Décision du Conseil portant nomination d'un membre danois du Comité économique et social européen.
- 15088/13. – Comité consultatif pour la libre circulation des travailleurs. – Nomination de Mme Rosa CRAWFORD, membre pour le Royaume-Uni, en remplacement de M. Ben MOXHAM, membre démissionnaire.
- 15094/13. – Comité consultatif pour la coordination des systèmes de sécurité sociale. Nomination de Mme Rosa CRAWFORD, membre suppléant du Royaume-Uni, en remplacement de M. Sean BAMFORD, membre démissionnaire.
- 15103/13. – Comité consultatif pour la coordination des systèmes de sécurité sociale. – Nomination de Mme Mary O'SULLIVAN, membre irlandais, en remplacement de Mme Anne McMANUS, membre démissionnaire.
- 15218/13. – Comité consultatif pour la sécurité et la santé sur le lieu du travail. – Nomination de Mme Marina GORDON ORTIZ, membre titulaire espagnol, en remplacement de Mme Isabel MAYA RUBIO, membre démissionnaire.
- 15219/13. – Comité consultatif pour la sécurité et la santé sur le lieu du travail. – Nomination de Mme Isabel MAYA RUBIO, membre suppléant espagnol, en remplacement de M. José de la CAVADA HOYO, membre démissionnaire.
- 15231/13. – Conseil de direction du Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (CEDEFOP). – Nomination de Mme Tanya SAMMUT-BONNICI (MT), membre dans la catégorie des représentants des gouvernements, M. John HUBER (MT), membre dans la catégorie des représentants d'employeurs.
- 15241/13. – Décision du Conseil portant nomination d'un membre allemand et d'un suppléant allemand du Comité des régions.
- 15303/13. – Comité consultatif pour la coordination des systèmes de sécurité sociale. – Nomination de Mme Marina GORDON ORTIZ, membre espagnol, en remplacement de M. José de la CAVADA HOYO, membre démissionnaire.
- 15310/13. – Comité consultatif pour la coordination des systèmes de sécurité sociale. – Nomination de M. José de la CAVADA HOYO, membre suppléant espagnol, en remplacement de M. Roberto SUÁREZ SANTOS, membre démissionnaire.

- COM (2013) 720 final. – Proposition de décision du Conseil établissant la position à adopter par l'Union européenne au sein de la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce en ce qui concerne l'adhésion de la République du Yémen à l'OMC.
- COM (2013) 721 final. – Proposition de directive du Conseil modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne une déclaration de TVA normalisée.
- COM (2013) 723 final. – Proposition de décision du Conseil relative à la position de l'Union européenne au sein du conseil d'association institué par l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part, modifiant l'article 15, paragraphe 7, du protocole n° 3 audit accord relatif à la définition de la notion de « produits originaires » et aux méthodes de coopération administrative.
- COM (2013) 724 final. – Proposition de décision du Conseil relative à la position de l'Union européenne au sein du conseil d'association institué par l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République arabe d'Egypte, d'autre part, modifiant l'article 15, paragraphe 7, du protocole n° 4 audit accord relatif à la définition de la notion de « produits originaires » et aux méthodes de coopération administrative.
- COM (2013) 725 final. – Proposition de décision du Conseil relative à la position de l'Union européenne au sein du conseil d'association institué par l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République algérienne démocratique et populaire, d'autre part, modifiant l'article 15, paragraphe 7, du protocole n° 6 audit accord relatif à la définition de la notion de « produits originaires » et aux méthodes de coopération administrative.
- COM (2013) 728 final. – Proposition de décision du Conseil relative à la position de l'Union européenne au sein du comité mixte institué par l'accord d'association euro-méditerranéen intérimaire relatif aux échanges et à la coopération entre la Communauté européenne, d'une part, et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), agissant pour le compte de l'Autorité palestinienne de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, d'autre part, modifiant l'article 15, paragraphe 7, du protocole n° 3 audit accord relatif à la définition de la notion de « produits originaires » et aux méthodes de coopération administrative.
- COM (2013) 729 final. – Proposition de décision du Conseil relative à la position de l'Union européenne au sein du conseil d'association institué par l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République tunisienne, d'autre part, modifiant l'article 15, paragraphe 7, du protocole n° 4 audit accord relatif à la définition de la notion de « produits originaires » et aux méthodes de coopération administrative.
- COM (2013) 730 final. – Proposition de décision du Conseil relative à la position de l'Union européenne au sein du Conseil d'association institué par l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part, modifiant l'article 15, paragraphe 7, du protocole n° 4 audit accord relatif à la définition de la notion de « produits originaires » et aux méthodes de coopération administrative.
- COM (2013) 736 final. – Proposition de décision du Conseil relative aux contributions financières à verser par les Etats membres pour financer le Fonds européen de développement, notamment au plafond pour l'exercice 2015, au montant pour l'exercice 2014 et à la première tranche pour l'exercice 2014.
- COM (2013) 747 final. – Proposition de décision d'exécution du Conseil modifiant la décision d'exécution 2011/344/UE sur l'octroi d'une assistance financière de l'Union au Portugal.
- D028287/03. – Directive de la Commission modifiant les annexes I, II et III de la directive 2000/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2000 relative aux mesures à prendre contre les émissions de gaz polluants et de particules polluantes provenant des moteurs destinés à la propulsion des tracteurs agricoles ou forestiers.
- D029073/02. – Règlement (UE) de la Commission modifiant les annexes II et III du règlement (CE) n° 396/2005 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les limites maximales applicables aux résidus d'aminopyralide, de chlorantraniliprole, de cyflufenamid, de mépiquat, de métalaxyl-M, de propamocarbe, de pyriofénone et de quinoxifène présents dans ou sur certains produits (texte présentant de l'intérêt pour l'EEE).
- D029710/01. – Règlement (UE) de la Commission modifiant les directives 2004/17/CE, 2004/18/CE et 2009/81/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les seuils d'application pour les procédures de passation des marchés.
- DEC 33/2013. – Virement de crédits n° DEC 33/2013 à l'intérieur de la section III – Commission – du budget général pour l'exercice 2013.
- DEC 34/2013. – Virement de crédits n° DEC 34/2013 à l'intérieur de la section III – Commission – du budget général pour l'exercice 2013.
- DEC 35/2013. – Virement de crédits n° DEC 35/2013 à l'intérieur de la section III – Commission – du budget général pour l'exercice 2013.
- SN 3703/13. – Décision du Conseil modifiant la décision 2012/389/PESC relative à la mission de l'Union européenne visant au renforcement des capacités maritimes régionales dans la Corne de l'Afrique (EUCAP NESTOR).

### 3. Saisine du Conseil constitutionnel

Saisine en date du 6 novembre 2013, présentée par plus de soixante sénateurs en application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution, portant sur la loi relative à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière.